



## L'impact économique des transferts de travailleurs expatriés Pakistanais

© DG Trésor

Juin 2018

*Les transferts des différentes diasporas ont atteint un nouveau record en 2017. La Banque mondiale les estime à 613 Mds USD au niveau mondial, dont 466 Mds USD à destination des pays émergents. Au Pakistan, où la population expatriée est estimée à 8 – 10 M de personnes, les envois de fonds jouent un rôle essentiel de stabilisateur de la balance des paiements. En dépit de la tendance mondiale, les transferts à destination du Pakistan ont marqué un recul (-3,1 % en g.a, à 19,3 Mds USD, soit 6,4 % du PIB) l'an dernier pour la première fois depuis 2004, en raison principalement des politiques internes d'emploi mises en œuvre par l'Arabie saoudite, où sont expatriés 2,6 M de Pakistanais, afin de privilégier la main d'œuvre locale. Face à la rapide dégradation du déficit commercial, que les transferts d'expatriés compensaient traditionnellement mais qui ne le couvrent plus qu'à 65 %, et à la quasi absence de flux entrants d'investissements directs étrangers, la balance des paiements affiche cette année un déficit qui représente 5,5 % du PIB. Alors que l'économie manque de devises - les réserves de la Banque centrale correspondent désormais à moins de deux mois d'importations - le gouvernement a mis en place des outils afin de faciliter les transactions financières transnationales. Néanmoins, ces programmes ont dû mal à faire leurs preuves face aux envois de fonds informels traditionnels, les hawalas, qui représentent 60 % des transferts légaux.*

### Une population fortement expatriée, majoritairement concentrée dans les pays du Golfe

**L'émigration pakistanaise est importante et sous-estimée.** L'instabilité sécuritaire du pays et les difficultés économiques constituent les principales raisons de l'émigration pakistanaise. En 2017, le pays enregistre d'après les Nations unies près de 6 millions d'expatriés dans le monde soit 2,9 % de sa population totale, plaçant le Pakistan au **7<sup>ème</sup> rang mondial**, juste après le Bangladesh et la Syrie. Cependant, le Ministre fédéral des Pakistanais de l'étranger admet que faute de moyens nécessaires déployés pour le recensement officiel, **une estimation plus importante, de l'ordre de 8 à 10 millions d'expatriés pakistanais, est plus réaliste.**

**Si le nombre d'étrangers résidant au Pakistan ne sera connu que lors de la publication des résultats définitifs du recensement**, on peut estimer que leur majorité est composée de réfugiés afghans (1,4 M enregistrés officiellement auprès du HCR), le pays étant le second pays d'accueil de réfugiés en 2017 derrière la Turquie (3,2 M). En effet, la main d'œuvre expatriée se fait rare dans la mesure où le pays peut fournir des cadres supérieurs formés hors du Pakistan et que la perception de la situation sécuritaire renchérit les coûts de la main d'œuvre étrangère. Ainsi le solde migratoire du Pakistan est largement déficitaire.

**La majorité de la main d'œuvre pakistanaise expatriée réside dans les pays du Conseil de coopération du Golfe<sup>1</sup>.** D'après les statistiques des Nations unies, ces derniers concentrent 51 % des Pakistanais émigrés, dont la plupart vit en Arabie saoudite (1,3 M) et aux Emirats arabes unis (950 000). Il convient de noter toutefois que les chiffres des Nations unies diffèrent largement des statistiques officielles saoudiennes (selon elles, 2,6 M de Pakistanais travaillent dans le pays) et des estimations émiraties (entre 1,2 et 1,4 M de personnes). Plus d'un demi-million de Pakistanais seraient établis au Royaume-Uni<sup>2</sup>, 370 000 aux Etats-Unis et 160 000 au Canada.

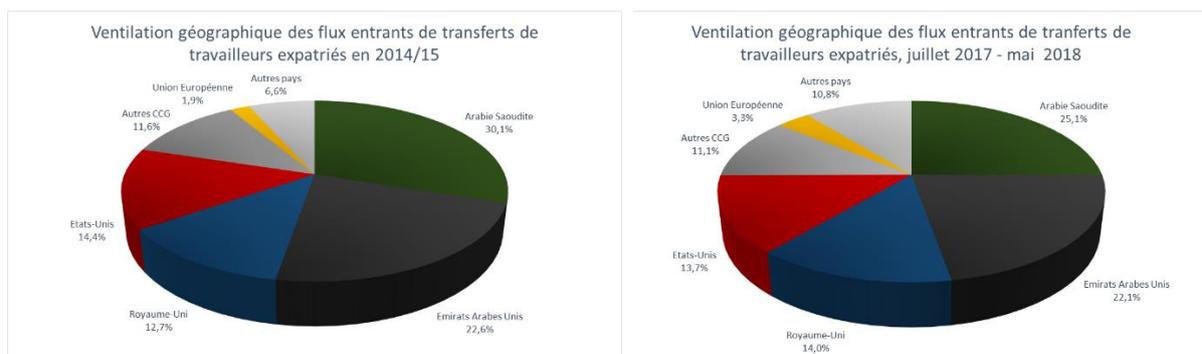
**La diaspora pakistanaise qui réside dans les pays du Golfe est communément appelée « les travailleurs de l'or noir ».** Pauvre et peu éduquée, cette communauté continue de représenter une main d'œuvre essentielle pour des pays d'accueil comme les Emirats arabes unis (où les Pakistanais représentent 15,6 % de la population), le Koweït (11,8 %) et le Qatar (5 %). La seconde communauté se trouve au Royaume-Uni (en comptabilisant les Britanniques d'origine pakistanaise). Cette diaspora est la mieux intégrée dans sa société d'accueil avec une forte présence dans la classe moyenne, notamment dans les secteurs du commerce et de la distribution. Enfin la diaspora installée en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) est plus éduquée (33 % des Américains d'origine pakistanaise sont titulaires d'une licence ou plus contre 20 % pour le reste de la population) et plus aisée (le revenu annuel médian d'un ménage Américain d'origine pakistanaise se porte à 60 000 USD

<sup>1</sup> A savoir : l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

<sup>2</sup> En outre, le dernier recensement britannique fait état de 1,2 M de Britanniques d'origine pakistanaise.

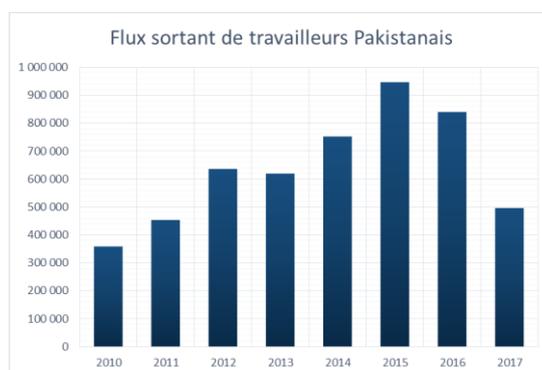
contre 50 000 USD en moyenne pour l'ensemble des ménages. Un tiers des ménages Américains d'origine pakistanaise dispose d'un revenu annuel supérieur à 90 000 USD).

Ainsi la composition des principaux pays pourvoyeurs de fonds demeure inchangée depuis plusieurs années, même si la part des pays du Golfe, et plus particulièrement de l'Arabie Saoudite, tend à diminuer (voir infra). Au cours des onze premiers mois 2017/18, les transferts de travailleurs expatriés sont provenus principalement d'Arabie Saoudite (4,5 Mds USD ; soit 25,1 % du total des transferts), des Emirats Arabes Unis (4 Mds USD ; 22,1 %), du Royaume-Uni (2,5 Mds USD ; 14 %) et des Etats-Unis (2,5 Mds USD ; 13,7 %).



Source : Banque centrale pakistanaise

Le nombre de nouveaux travailleurs Pakistanaïses à l'étranger a suivi une progression entre 2010 et 2015, pour atteindre 947 000 individus en 2015. Cet appétit grandissant pour les marchés du travail étrangers peut être mis en parallèle avec les fortes difficultés économiques du pays, et notamment la recrudescence du chômage, à cette époque ainsi qu'avec la situation sécuritaire particulièrement dégradée du début des années 2010 (entre 3 500 et 3 700 victimes civiles et militaires d'attentats par an entre 2011 et 2013)<sup>3</sup>. Les difficultés économiques du Golfe, les politiques de « nationalisation » de l'emploi de ces mêmes pays et la réintroduction de travailleurs Bangladaïses en Arabie saoudite (voir *infra*) ont eu pour effet depuis 2015 de tarir le flux de nouveaux partants. En 2017, à peine un demi-million de Pakistanaïses se sont expatriés contre 947 000 en 2015. La différence est à attribuer quasi-intégralement à la réduction des départs vers l'Arabie saoudite (143 000 en 2017 contre 463 000 un an plus tôt).



Source : Banque asiatique de développement

Les transferts de la diaspora ont représenté 19,3 Mds USD au terme de l'année 2016/17, correspondant à 6,4 % du PIB, ce qui fait du Pakistan l'un des principaux pays récipiendaires de transferts. Ainsi la Banque mondiale estime que le Pakistan constitue le 7<sup>e</sup> bénéficiaire de transferts d'expatriés derrière l'Inde (69 Mds USD), la Chine (64 Mds USD), les Philippines (33 Mds USD), le Mexique (31 Mds USD), le Nigéria (22 Mds USD) et l'Egypte (20 Mds USD). Au terme de l'année budgétaire 2017, le Pakistan a représenté 16,6 % des transferts financiers vers l'Asie du Sud (116,3 Mds USD, soit 19 % des transferts mondiaux). Ainsi chaque ressortissant Pakistanaïse expatrié aurait envoyé en moyenne entre 3 100 USD et 5 100 USD vers son pays d'origine.

## Le recul des transferts en 2017 est le fruit de l'accélération des politiques d'emploi menées dans les pays du Golfe

Le recul des transferts constaté en 2017 (-3,1 % en g.a), le premier depuis 2004, est principalement à attribuer à la baisse de -8,3 % en g.a. des transferts en provenance d'Arabie saoudite (-5,1 % pour l'ensemble des pays CCG), principal pourvoyeur de transferts, qui s'explique par la baisse de la demande de main d'œuvre étrangère supplémentaire en raison du faible niveau du cours du pétrole depuis mi-2014 et par conséquent la baisse des budgets alloués au développement des infrastructures, ce qui a affecté le secteur de la construction où la main d'œuvre étrangère non-qualifiée est particulièrement représentée.

<sup>3</sup> 152 victimes parmi la population civile et les forces militaires sont à déplorer depuis le début de l'année 2018.



L'impact économique des transferts de travailleurs expatriés – juin 2018 © DG Trésor

L'Arabie saoudite a récemment introduit des réformes économiques visant à s'adapter à un environnement dans lequel les cours du pétrole sont incertains. Ces mesures peuvent potentiellement avoir un fort impact sur les transferts d'expatriés pakistanais, du moins à court terme. La principale réforme mise en place est celle relative à l'accélération de la saoudisation de l'emploi. Les principales mesures de celle-ci :

- A partir de juillet 2017, l'Arabie a mis en place une taxe sur les familles d'expatriés se portant en ce moment à 27 USD/mois/expatrié. Cette taxe doit augmenter graduellement tous les ans jusqu'à atteindre 400 SAR (107 USD) en 2020.
- A partir de janvier 2018, la taxe pour les entreprises qui embauchent un nombre égal d'expatriés et de Saoudiens passe de 200 SAR (53 USD)/mois/expatrié à 300 SAR (80 USD). Cette taxe passera à 500 SAR (133 USD) en 2019 et 700 SAR (187 USD) en 2020.
- Les entreprises qui embauchent quant à elles davantage d'expatriés que de Saoudiens sont tenues de s'acquitter de 400 SAR (107 USD)/mois/employé en 2018, 600 SAR en 2019 et 800 SAR en 2020.
- L'Arabie saoudite, ainsi que les Emirats arabes unis, ont introduit en janvier 2018 une taxe sur la valeur ajoutée de 5 % applicable à la plupart des biens de consommation. Cette TVA impactera le taux d'épargne des expatriés qui représentent pour la plupart de la main d'œuvre non qualifiée, et in fine le montant de leurs transferts vers le Pakistan.
- Le gouvernement saoudien a levé l'interdiction pour les femmes de conduire. Cette mesure a pris effet le 24 juin 2018 et aura des conséquences sur la demande de chauffeurs étrangers (estimés à 1,3 M actuellement).

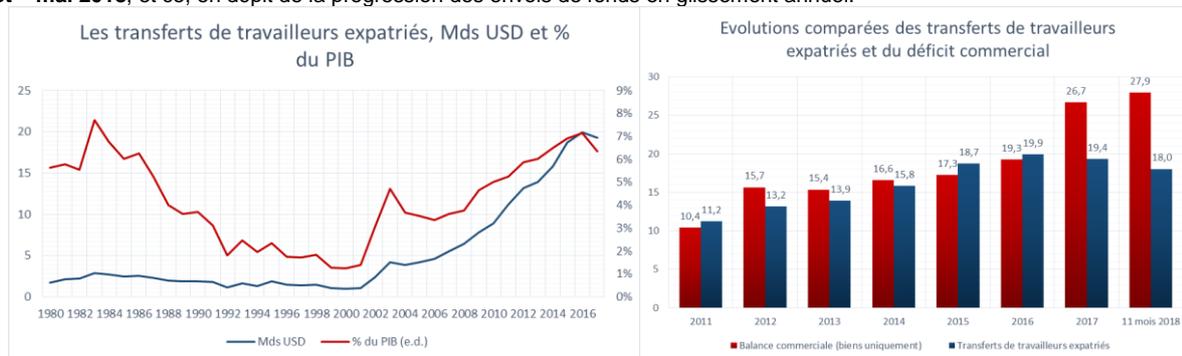
En outre, l'Arabie Saoudite a levé mi-2016 l'interdiction, mise en place en 2008, de recruter des employés Bangladais grâce à un accord entre les deux gouvernements. Ainsi un rapport de la Banque asiatique de développement, avance que **la main d'œuvre bangladaise est désormais la première source d'emplois étrangers dans le royaume** depuis 2017, au détriment des travailleurs pakistanais, dont le nombre de nouveaux arrivants a plongé de près de 70 % entre 2016 et 2017, à 143 000 personnes.

En conséquence, les transferts en provenance de l'Arabie saoudite ont reculé de -10,1 % sur les onze premiers mois de l'année 2017/18, à rebours de la tendance globale (+2,9 %), et ne représentent plus que 25,1 % des transferts totaux contre 28,7 % il y a un an et 30,2 % en 2015/16. Les transferts provenant des autres pays du CCG ont également reculé de -4,7 % dans l'ensemble au cours de la même période. Seuls les transferts en provenance des Emirats arabes unis ont progressé (+2 %), à un rythme pratiquement similaire à celui constaté au niveau global en raison de la remontée des cours du pétrole fin 2017 mais aussi à la reprise des grands projets d'infrastructures<sup>4</sup> et d'une économie plus diversifiée que celle de ses voisins. La progression des transferts en provenance de ce pays aurait néanmoins pu être davantage marquée. En effet, le niveau de vie de ses résidents a été impacté depuis l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée de 5 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018<sup>5</sup>.

Le redressement des transferts en 2017/18 est attribuable aux Etats-Unis où ces derniers ont été tirés par la baisse du taux de chômage, et au Royaume-Uni du fait que la forte dépréciation de la livre sterling face au dollar a gonflé la valeur des transferts britanniques libellés en dollars.

## Les transferts de fonds dans l'économie : un rôle indispensable de stabilisateur de l'économie et stimulant pour le développement

Ces capitaux représentent la seconde source d'entrée de devises étrangères derrière les exportations (21,9 Mds USD en 2017) mais loin devant les IDE (2,7 Mds USD en 2017), l'APD (1,7 Md USD en 2016)<sup>6</sup>, et les investissements de portefeuille (-224 M USD). Les transferts de fonds n'ont décliné qu'à deux reprises depuis le début des années 2000 – en 2004 et 2017 – affichant une résistance solide aux épisodes de crises, au contraire des exportations et des flux d'IDE, et à l'imprévisibilité de l'APD. Les transferts ont représenté jusqu'à 7,1 % du PIB en 2016 quand les flux d'IDE stagnent en-deçà du seuil de 1 % du PIB, malgré les investissements récents de la Chine dans le cadre du corridor économique sino-pakistanaï. **Les apports de la diaspora pakistanaïse ont jusqu'à récemment permis de contenir le déficit du compte courant** en compensant le déficit structurel de la balance commerciale, principal déterminant des déséquilibres externes. Alors qu'au cours des exercices 2015 et 2016, les transferts ont surpassé le déficit commercial, **le taux de couverture ne s'élève plus qu'à 65 % sur la période juillet – mai 2018**, et ce, en dépit de la progression des envois de fonds en glissement annuel.



Source : Banque centrale pakistanaïse

L'incapacité du Pakistan à attirer des investisseurs étrangers et le manque de compétitivité/diversification de son appareil exportateur, qui n'est jamais parvenu à exporter plus de 25 Mds USD, rend le pays dépendant aux transferts de ses travailleurs expatriés. Ainsi les autorités mettent régulièrement en place de nouveaux outils visant à réduire le coût des transferts internationaux afin de **limiter le recours aux hawalas** (système

<sup>4</sup> Exposition universelle 2020 à Dubaï (investissements nécessaires estimés à 9,7 Mds USD comprenant l'extension du métro), construction de l'aéroport international Al Maktoum (36 Mds USD).

<sup>5</sup> Qatar, Oman et Bahreïn ont quant à eux reculé l'introduction de la TVA. Elle devrait être appliquée entre l'hiver et le printemps 2019.

<sup>6</sup> Source : OCDE



traditionnel de paiement informel). Ces transferts offrent en effet des services plus rapides que les canaux formels et moins onéreux (pas de nécessité d'ouvrir un compte, taux appliqué plus avantageux que les taux du marché, pas de frais d'envoi). **Si les transferts par les hawalas sont par définition intraquables, ils pourraient représenter 60 % des fonds envoyés de manière formelle.** L'ensemble des transferts pourraient alors atteindre 32 Mds USD actuellement.

**Le Pakistan a lancé deux programmes en décembre 2017 afin d'encourager les transferts par canaux bancaires.**

Ainsi la Banque centrale, en collaboration avec le « *Pakistan Remittance Initiative* », a lancé le *Asian Remittance Account*. Ce compte peut être ouvert dans n'importe quelle banque à travers une procédure simplifiée. Cette initiative vise à encourager les transferts à travers un environnement bancaire sécurisé au lieu des transactions en liquide aux comptoirs traditionnels.

Dans le même temps, le gouvernement, en partenariat avec la Banque centrale et les acteurs financiers, a lancé un programme afin d'encourager le recours aux portefeuilles électroniques (*M-wallet*). Ceci permettra aux utilisateurs de retirer du liquide aux DAB ou aux guichets, de payer les factures d'eau et d'électricité grâce à leur téléphone portable. Outre la promotion d'une plus grande inclusion bancaire, le programme recherche également à réduire le coût des transferts des expatriés.

**Les récentes mesures prises par le gouvernement Abassi afin d'accroître le nombre de contribuables pourrait par ricochets avoir un impact sur le niveau des transferts de travailleurs expatriés.** En effet, parmi les mesures incitatives en vue d'augmenter le nombre de contribuables, le gouvernement a décidé d'interdire aux individus ne disposant pas de numéro fiscal l'acquisition de biens immobiliers d'une valeur supérieure à 5 M PKR (42 000 USD). Or, d'après les estimations du gouvernement, 30 % des transferts de travailleurs expatriés sont dirigés vers le secteur immobilier.

**Les transferts de travailleurs expatriés, qu'ils soient formels ou informels, permettent aussi de soutenir le taux de change** de la roupie par rapport au dollar, les montants transférés étant convertis en roupies par la Banque centrale.

**Les transferts de fonds contribuent également au développement économique en soutenant la consommation.** D'après une étude de la *Pakistan Investment of Development Economics* (PIDE), 60 % des fonds sont destinés à la consommation et 40 % à l'épargne. En 2016, la consommation finale des ménages représentait 223 Mds USD (80 % du PIB) contre 141 Mds USD en 2010, soit une hausse de +57,8 %. Bien que cette consommation soit satisfaite en partie par des importations supplémentaires, elle a aussi permis une progression de la collecte de taxes. Toujours d'après le PIDE, 80 % de l'épargne issue des transferts est placée dans des investissements immobiliers, peu créateurs de valeur ajoutée et d'emplois.

*Le compte courant de la balance des paiements est structurellement déficitaire. Il traduit à la fois la faible compétitivité des exportations pakistanaises et la forte composante en importations de la consommation interne. La récente accélération du déficit courant, qui équivaut à 5,5 % du PIB sur la période juillet – mai 2018 contre 4 % un an auparavant, résulte principalement de cet accroissement du déficit de la balance commerciale. Les mesures prises par les autorités pour faciliter et réduire les coûts des transferts des expatriés n'ont pas permis de contrebalancer les effets de la politique d'emploi saoudienne, provoquant une atonie (voire un recul en 2017) des versements des travailleurs pakistanais. Ainsi cette masse financière remplit de moins en moins son rôle historique de stabilisateur des déséquilibres externes.*

*On peut en outre envisager que le durcissement des conditions d'emploi s'étende aux autres pays du Golfe, notamment aux Emirats arabes unis. L'accompagnement des volontaires au départ vers des métiers du secteur des services est envisagé par les autorités, conscientes que les transferts constituent une source de devises indispensable. Mais la nouvelle réalité saoudienne, à défaut de la crise de 2008 qui n'avait pas eu d'impact sur les transferts au Pakistan, souligne la nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles visant à développer une économie créatrice d'emplois et à attirer les devises étrangères sur son sol à travers les exportations et les IDE.*

Copyright - Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de New Delhi (adresser les demandes à [new\\_delhi@dgtrésor.gouv.fr](mailto:new_delhi@dgtrésor.gouv.fr)).

Auteur : Service Économique d'Islamabad

Rédigé par : Lauriane Houbin

Clause de non-responsabilité - Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.